

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE RUSAKA



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
TABLE DE MATIERE	
ABREVIATIONS	
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE	2
1.1. Situation géographique	2
1.2. Organisation Administrative	2
	4
1.3. Climat	4
1.4. Relief et hydrographie	4
1.5. Flore et faune	4
1.6. Géologie	4
1.7. Les sols	
CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	5
2.1. Répartition de la population et densité	5
CHAPITRE III : AGRICULTURE	8
3.1. Système cultural	8
3.2. Situation actuelle des cultures	9
3.3. Facteurs de production	13
3.4. Intervenants	15
3.5. Contraintes et potentialités	16
CHAPITRE IV : ELEVAGE	17
4.1. Cheptel de la commune	17
4.2. Intervenants	21
	21
4.3. Contraintes et potentialités	22
CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	22
5.1. Pisciculture	22
5.2. Intervenants	22
5.2. Contraintes	

CHAPITRE VI : FORETS	23
6.1. Les boisements artificiels	23
6.2. Déboisement	23
6.3. Production des plants forestiers et agro-forestiers	24
6.4. Productions forestières.....	24
6.5. Intervenants	24
6.6. Contraintes	25
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	26
7.1. Industrie.....	26
7.2. Artisanat	26
7.3. Intervenants	27
7.4. Contraintes	28
CHAPITRE VIII : ENERGIE.....	29
8.1. Energie électrique	29
8.2. Les combustibles ligneux	29
8.3. Autre énergie : La tourbe	30
8.4. Les intervenants	30
8.4. Contraintes et potentialités	30
CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES	31
9.1. Commerce	31
9.2. Transport et communication	32
9.3. Les services	34
9.4. Intervenants	34
9.5. Contraintes	34
CHAPITRE X : ACTION SOCIALE	35
10.1. Action sociale	35
10.2. Habitat	37
10.3. Intervenants.....	40
10.3. Contraintes	40
CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU	41
11.1. Données épidémiologiques	41
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	41
11.3. La prévention contre le VIH	42
11.4. La médecine traditionnelle	42
11.5. Situation des infrastructures sanitaires	43

11.6. Ressources humaines	45
11.7. Approvisionnement en eau	46
11.8. Les intervenants	48
11.9. Contraintes et potentialités	48
CHAPITRE XII : EDUCATION	50
12.1. Enseignement formel	50
12.2. Enseignement informel	53
12.3. Intervenants	53
12.4. Principales contraintes	54
CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT	55
13.1. Encadrement des jeunes	55
13.2. Sport	55
13.3. Culture	55
13.4. Intervenants	55
13.5. Contraintes	56
CHAPITRE XIV : JUSTICE	57
14.1. Services judiciaires	57
14.2. Justice gracieuse	57
14.3. Intervenants	57
14.4. Contraintes	57
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	58
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	65
BIBLIOGRAPHIE	67
ANNEXES	68

ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEL	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de l'Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
ONG	: Organisation Non Gouvernementale

OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi
OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiante Acquis
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

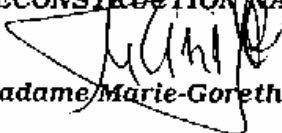
Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Rusaka a une superficie de 157,90 km² ce qui représente 19% de la superficie de la province Mwaro et 0,57% de celle du pays.

Elle est située au Nord à 28km de la ville de Mwaro, chef-lieu de la province. Le chef-lieu de la commune est Rusaka, chef-lieu de la zone Rusaka.

Elle est limitée :

- au Nord par la commune Muramvya (Province Muramvya) ;
- au Sud par la commune Gisozi ;
- à l'Est par les communes Ndava et Kayokwe ;
- à l'Ouest par la province Bujumbura Rural.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

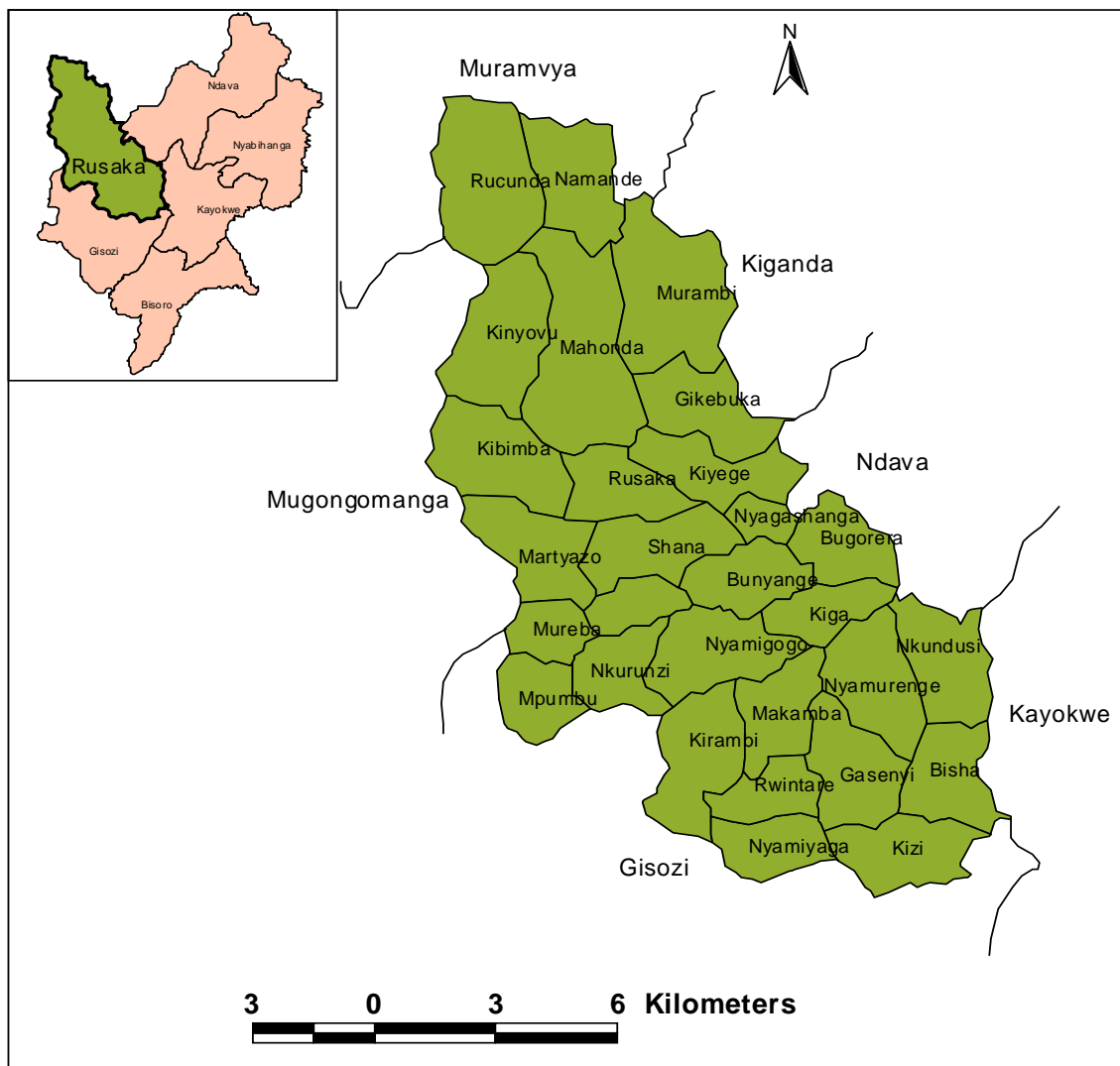
La commune est subdivisée en 2 zones et 29 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Makamba	1. Makamba
	2. Kiga
	3. Nkurunzi
	4. Nyamigogo
	5. Nyamiyaga
	6. Kirambi
	7. Kizi
	8. Rwintare
	9. Nyamurenge
	10. Bisha
	11. Gasenyi
	12. Nkundusi
2. Rusaka	13. Bugorora
	14. Bunyange
	15. Shana
	16. Kiyege
	17. Nyagashanga
	18. Mahonda
	19. Kibimba
	20. Kinyovu
	21. Mpumbu
	22. Mureba
	23. Nyamugari
	24. Murambi
	25. Gikebuka
	26. Rusaka
	27. Matyazo
	28. Namande
	29. Rucunda
Total :	29

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n° 1 : de découpage administratif



1.3. CLIMAT

La commune Rusaka s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Mugamba. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » Il est rude. La pluviométrie varie de 1300-2000mm, les températures moyennes annuelles varient entre 14 et 20°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE.

Le relief de la commune est accidenté. Il est caractérisé par un massif montagneux avec une altitude variant entre 1500 et 2000 m avec des pentes relativement fortes.

La Commune de Rusaka se situe dans le bassin du Nil et le réseau hydrographique est dense avec des rivières et ruisseaux.

1.5. FLORE ET FAUNE.

La végétation de la commune est herbeuse et dominée par l'Agrostis et ayant encore une couverture forestière plus ou moins dense.

La faune dans la commune Gisozi est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

1.6. GEOLOGIE

Les caractéristiques géologiques de la commune Rusaka sont identiques à celle de la province. Les formations géologiques de la commune Bisoro sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

Les données sur les minerais dans le sous sol de la commune n'existent pas. La prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a révélé l'existence de certain minerais dans le sous sol de la province de Mwaro. Cependant, les informations sur la localisation de ces minerais n'ont pas été fournies par la DGGM.

1.7. LES SOLS

Dans le Mugamba, les sols sont en grande partie sablonneux, acides et peu fertiles.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

La commune Rusaka couvrant une superficie de 157,90 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 33071 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles, qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1. REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette province. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupations.

La population de la commune Rusaka est estimée à 39011 habitants en 2005, soit 15,75% de la population la province Mwaro et 0,51% de celle du pays. La densité est de 247 hab/km².

La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 : Population par tranches d'âges en 2005 de la commune

Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	3633	3386	7019
5-9	2948	3047	5995
10-14	2452	2466	4918
15-19	2080	2473	4553
20-24	1294	1753	3047
25-29	881	1459	2340
30-34	759	1310	2069
35-39	696	1111	1807
40-44	509	787	1296
45-49	470	749	1219
50-54	447	684	1131
55-59	355	490	845
60-64	327	405	732
65-69	244	316	560
70-74	241	312	553
75-79	192	238	430
80 +	230	267	497
Total	17758	21253	39011

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

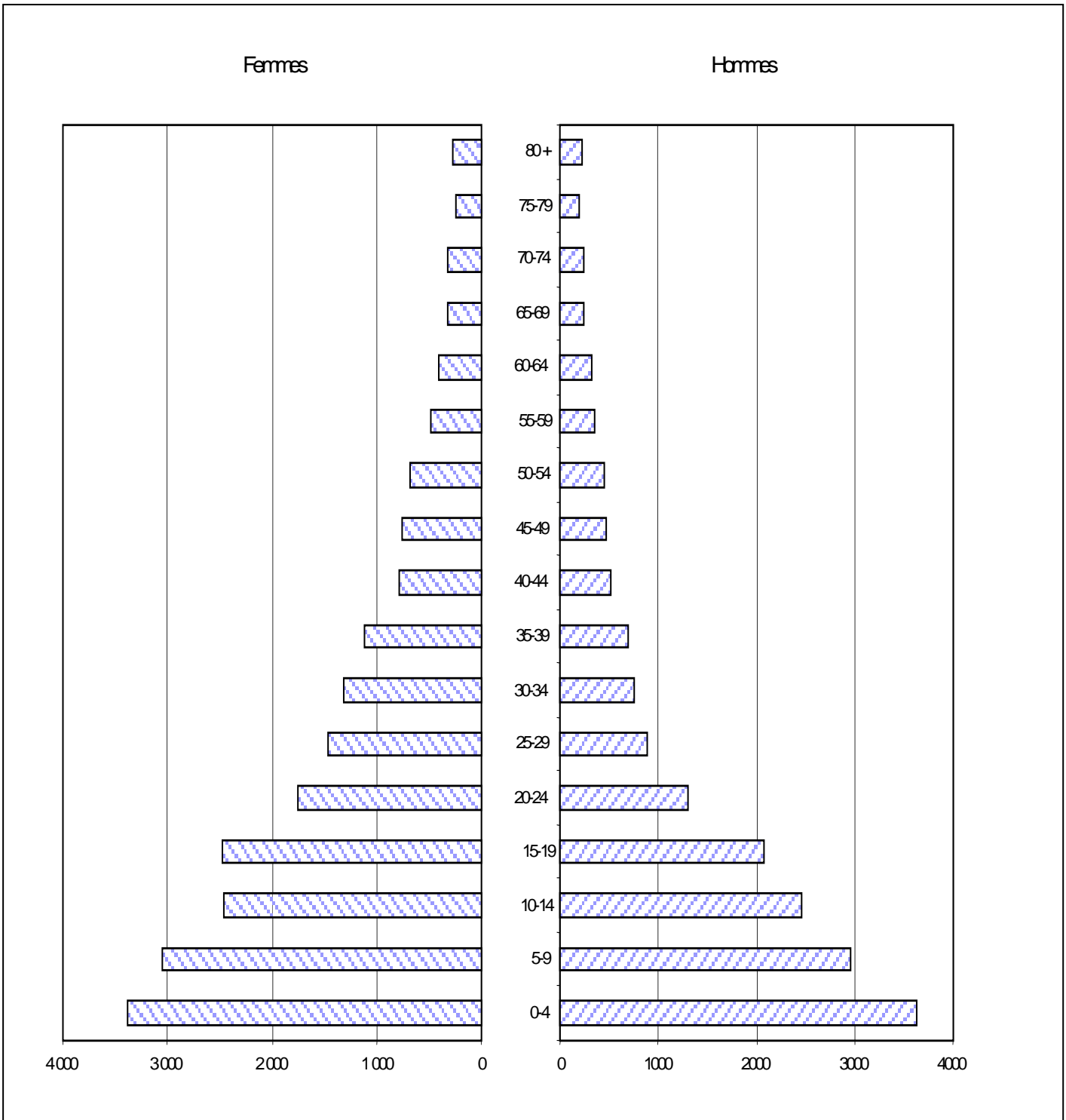
Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 41.642 habitants, soit une augmentation de 2631 personnes (6,74%) par rapport à 2005.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Rusaka

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Rusaka	38016	38514	39011	39530	40048	40572	41104	41642
Total province	241295	244456	247589	250904	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/UPP

Figure n° 1 : Pyramide des âges de la population en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Rusaka constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie des habitants à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la province est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la province sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Rusaka sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre et le maïs.

Le tableau 3.1 et le graphique n°1 indiquent l'évolution des productions moyennes des cultures vivrières de 2001-2005.

D'autres cultures comme le blé, le petit pois, le manioc, les courges, la colocase et l'éleusine sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

3.2.1.1. Pomme de terre

La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle procure aussi de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est estimée à 4.492 tonnes par an représentant 49% des productions vivrières dans la commune. Elle est en première position des vivriers de la commune.

3.2.1.2. Patate douce

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la province d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 1.697 tonnes, soit 19% de la production vivrière de la commune et vient en deuxième position.

3.2.1.3. Bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « urwarwa » très prises dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 1.204 tonnes, soit 13% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la troisième culture vivrière dans la commune.

3.2.1.4. Maïs

Le maïs est toujours cultivé en association avec le haricot. Sa production moyenne est évaluée à 947 tonnes ; soit 11% de la production vivrière de la commune et se place en quatrième position.

3.2.1.5. Haricot

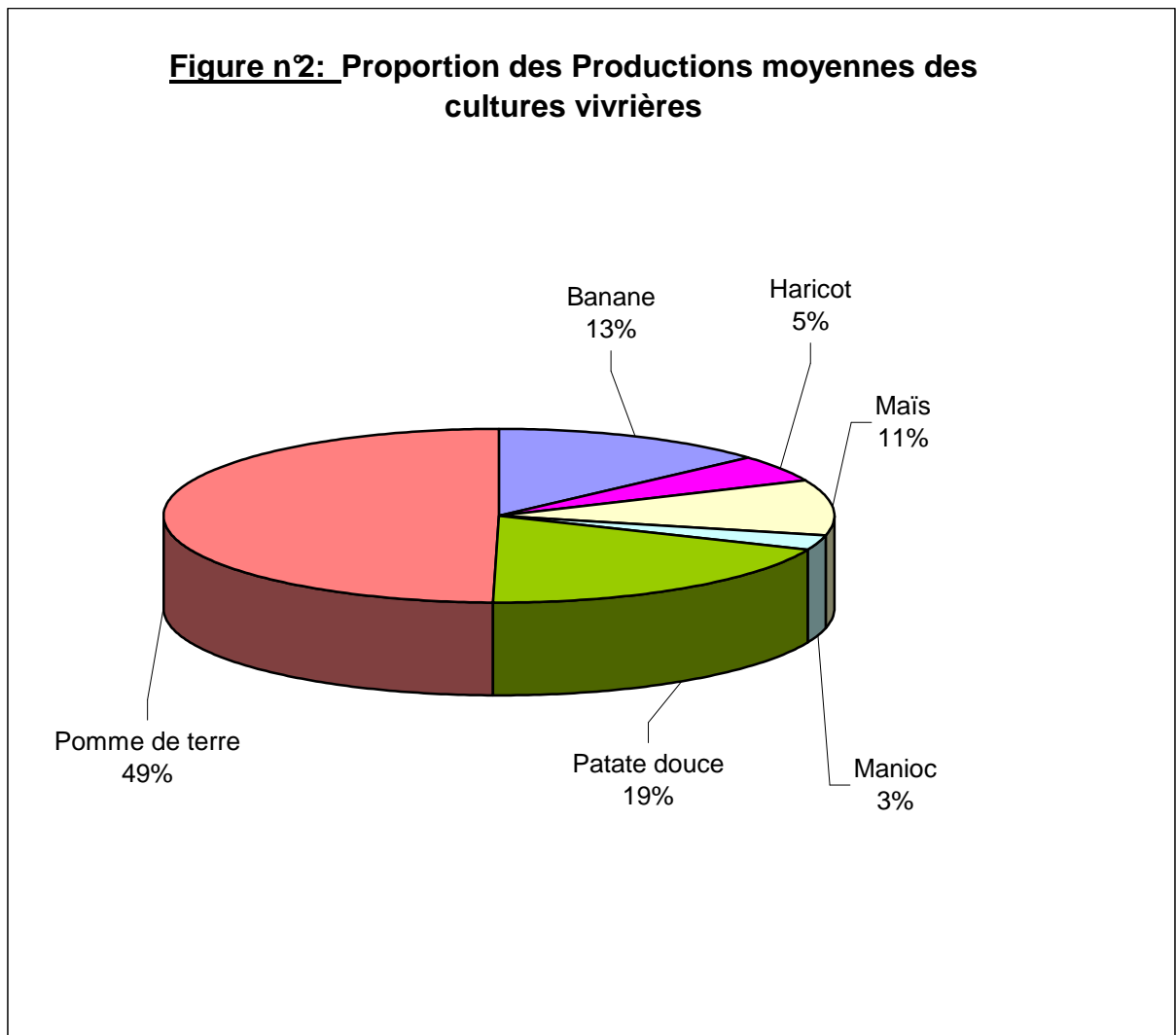
Le haricot est cultivé deux à trois fois par an dans toute la province, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 440 tonnes dans la commune ; soit 5% de la production vivrière. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

3.2.1.6. Manioc

Le manioc est cultivé dans les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

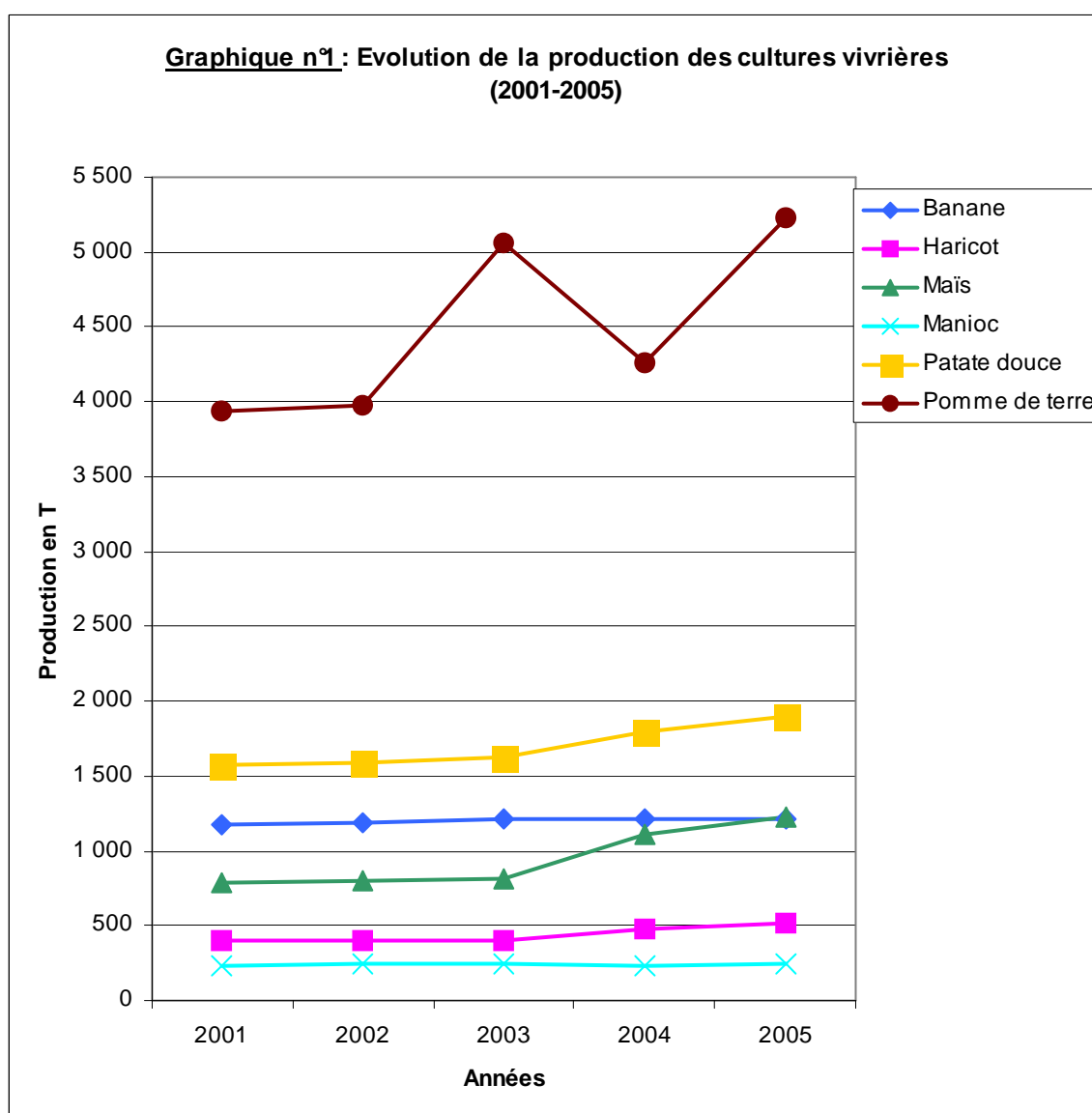
Sa production moyenne est évaluée à 239 tonnes ; 3% de la production vivrière. Le manioc occupe la sixième place des vivriers de la commune. (cfr. Fig.n°2)



**Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes
Commune Rusaka**

Années \ Cultures	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	1.181	1.193	1.217	1.220	1.210	1.204	13%
Haricot	394	398	406	480	520	440	5%
Maïs	787	795	811	1.110	1.230	947	11%
Manioc	236	239	243	235	242	239	3%
Patate douce	1.574	1.590	1.623	1.800	1.900	1.697	19%
Pomme de terre	3.935	3.976	5057	4.260	5.230	4.492	49%
Prod. Totale Annuelle	8.107	8.191	9.357	2.875	3.092	9.019	100

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rente cultivées dans la commune sont le café, le thé, le tabac, et l'ananas.

3.2.2.1. Caféier

Le caféier est cultivé dans la commune par des paysans qui possèdent leurs plantations familiales. Ce sont de petites exploitations familiales qui possèdent chacune quelques pieds de cafiers, sur une parcelle de taille modeste, qui n'excède pas 400 m². Un type de café apparaît sur les plantations : le café arabica.

Le café procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

La commune se trouve dans la région d'encadrement de la SOGESTAL Kirimiro. Les caféiculteurs de la commune sont encadrés et appuyés par la SOGESTAL Kirimiro. Cette société met à la disposition des caféiculteurs les intrants et les petits matériels caféiques à crédit ou payés au comptant.

Le café arabica, parasité par de nombreux insectes, demande de traitements suivis dont le paysan ne dispose pas les moyens.

Les rendements sont variables selon les zones. Les statistiques sur la production caféière de la commune sont prises en compte dans la production totale de la province.

3.2.2.2. Théier

Tout comme le caféier, le théier est cultivé sur des parcelles privées des paysans. La commune Rusaka appartient au complexe d'Ijenda d'après l'organisation spatiale de la filière Thé dans le pays.

D'après les informations recueillies auprès du Département Agronomique de l'Office du Thé du Burundi (OTB), la production de feuilles vertes dans la commune, est de 3.115.986 Kg, soit 50% de la production provinciale de 6.227.434 Kg en 2005. Cette commune est la première Productrice de feuilles vertes dans la province.

Le thé procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

3.2.2.3. Tabac

Selon la DPAE/Mwaro, la superficie emblavée de tabac est de 0,4 ha et la production est estimée à 0,6 tonnes dans la commune en 2005. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales.

3.2.2.4. Ananas

Les plantations d'ananas sont aussi des petites exploitations familiales. La superficie emblavée est estimée à 0,1 ha et la production à 0,2 tonnes dans la commune. Une grande partie de cette production est vendue sur les marchés de la commune et de la province.

3.2.3. Cultures fruitières

Les plantations fruitières dans la commune sont les orangers, les citronniers, les avocatiers, Selon la DPAE/Mwaro, l'avocatier occupe la première place avec 327 pieds et une production de 1,8 Tonnes d'avocats. (cfr. Tableau 3.2).

Les plantations fruitières sont de petites exploitations familiales non loin des habitations.

La grande partie des productions fruitières est vendue par les paysans.

Tableau 3.2 : Production Fruitière en 2005

Cultures fruitières	Nombre de pieds	Production (Tonnes)
Orangers	15	0,030
Citronniers	15	0,010
Avocatiers	327	1,8

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.2.4. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine et poivron.

Le tableau ci-dessous indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.3 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	0,2	1,5
Oignons	6	2,5
Choux	8	4,5
Carottes	1	1
Aubergines	1,5	2

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (Semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Rusaka dispose de 50 marais d'une superficie totale de 872 ha qui ne sont pas aménagés : Mbusu, Mucece, Kabarangara, Kanyenyete, Ruhamo, Mukayange, Mukijugi, Mukayaza, Mucaruyenzi, Kibenga, Rwoya, Kagogo, Kavumu, Kidumbagu, Mubarazi I, Kazigo, Muhuhuri, Kanyamiyoka, Kariba, Ruguhu, Kayanza, Kaguhu, Gihanama, Nkomero, Mugitega, Muzugoboka, Murwimiringa, Murwoya, Mumuzeha, Mumugovoke, Mukanonoke, Kaniga I, Mudubugu, Nyagashaya, Rurambira, Kaduha, Winkwivu, Nyandirika, Rwintare,

Cirime, Kagoma, Kaniga II, qui sont tous aménageables. Ces marais représentent une grande potentialité pour l'agriculture dans la commune. La mise en valeur de toute cette superficie permettra d'augmenter la production vivrière et également le pouvoir d'achat des paysans agriculteurs en vue d'améliorer leurs conditions de vie.

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semences contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole. Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes. Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires ...

3.3.3.1. Les semences et les boutures

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

Il n'y a pas de centre semencier, ni d'associations, ni des privés qui produisent les semences dans la commune.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le caféier et le théier, avec l'appui de la société SOGESTAL qui gère cette filière.

3.3.4. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs, sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base.

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou in Kangara).

3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un blocage total de l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est impossible.

3.3.6. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- la société de gestion de filière café : SOGESTAL Kirimiro
- accordent aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits ;
- des organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la banque BGF et la COOPEC (institution de micro finance) interviennent dans l'octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Il s'agit de :

- la FAO, les ONGs et les projets qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- les banques commerciales, notamment la BGF et les COOPECs interviennent dans l'octroi des crédits aux populations de Mwaro dont les crédits agricoles.

3.4. INTERVENANTS

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
FAO	Toute la Province	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la Province	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)
TWITEZIMBE RE	Gisozi et Rusaka	Banque Mondiale	Appui en semences maraîchères	Population ayant des enfants de moins de 6 ans
PAM	Toute la Province		Aide d'urgence	Population vulnérable

Source : DPAAE/Mwaro/Mars 2006

3.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

3.5.1. Contraintes

- Exiguïté des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable

3.5.2. Potentialités

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;

CHAPITRE IV : ELEVAGE

L'élevage dans la commune Rusaka, tout comme dans la province de Mwaro, est un support très important dans la production agricole mais son rendement reste faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 et le graphique n°2 indiquent l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.

4.1.1. Cheptel bovin

Il est le plus important dans la commune, tant par le nombre que par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin compte 9812 têtes dont 794 têtes de race améliorée, soit 8,10%. Ce cheptel a connu un accroissement de 4% ces cinq dernières années.

Les géniteurs améliorés sont les taureaux croisés Sahiwal x Ankolé, Sahiwal x Montbeliard, Ankolé x Montbeliard et Frisonnes.

Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La production laitière en 2005, est estimée à 625.050 litres.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbare à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Les ovins sont évalués à 4712 têtes toutes de race locale dans la commune. Leur effectif a augmenté de 16% de 2001 à 2005.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Le cheptel caprin est estimé à 11.210 têtes aussi de race locale dans la commune. Ce cheptel a accru de 45% ces cinq dernières années et occupe la première place des élevages de la commune.

4.1.4. Porcins

Le cheptel porcin de la commune est de 926 têtes. Les porcins élevés dans la commune sont de la race locale. Cet élevage reste faible et s'accroît lentement dans la commune, malgré une hausse de 128% des effectifs ces cinq dernières années et pourtant il est facile par sa rusticité, une alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et les revenus monétaires qu'il procure.

4.1.5. Volailles

Les volailles ne font pas l'objet d'un véritable élevage, elles sont libres autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues.

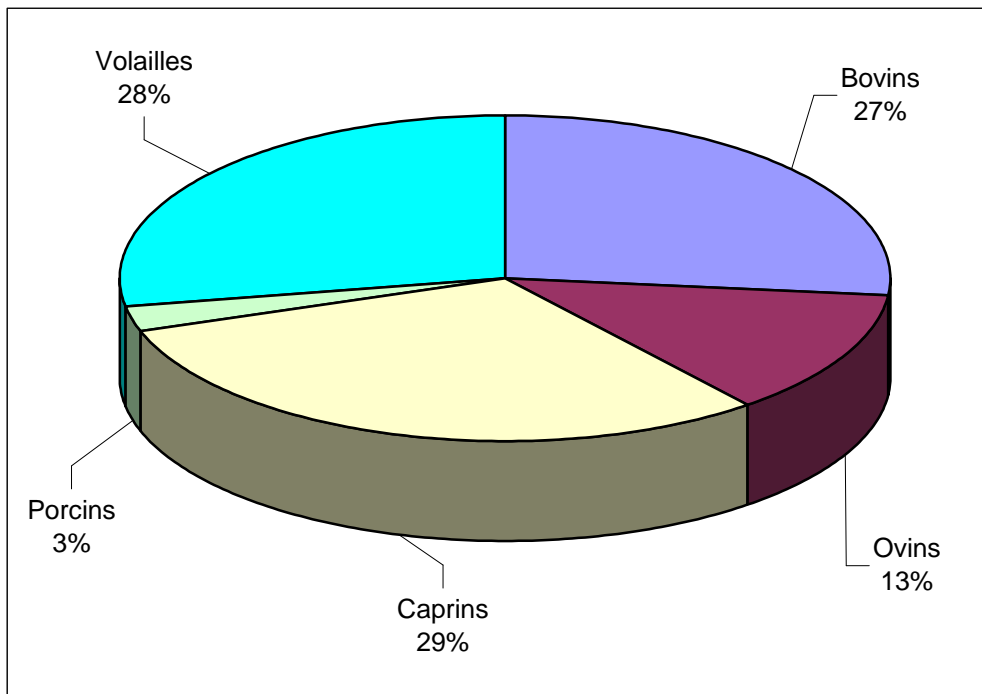
Les volailles sont estimées à 10.312 têtes dont 516 de race améliorée.

Tableau 4.1 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

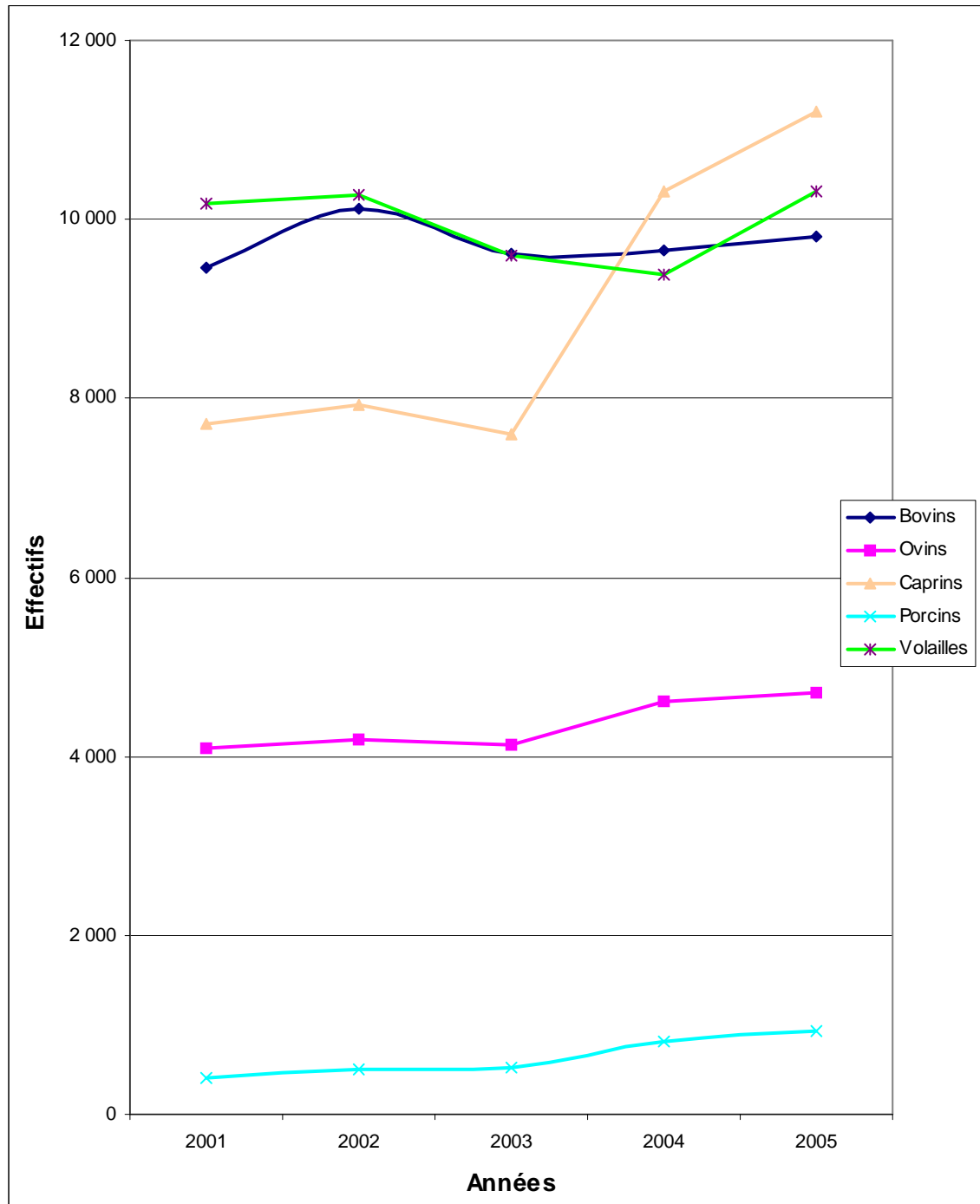
Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	9.458	10.122	9.618	9.647	9.812	327	4
Ovins	4.085	4.179	4.129	4.605	4.712	631	16
Caprins	7.719	7.922	7.592	10.307	11.210	3491	45
Porcins	406	512	518	806	926	520	128
Volailles	10.179	10.271	9.594	9.391	10.312	133	1,30

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

Figure n°3 : Proportion des effectifs par espèce en 2005



Graphique n°2 : Evolution des effectifs par espèce de 2001 -2005



Les infrastructures d'appui au secteur dans la commune sont :

- les Deeping tank publics de Kizi, Kirambi, Rusaka et de Rucunda qui sont tous en mauvais état et non fonctionnels ;
- le couloir d'aspersion privé de Kiyege qui est en bon état et fonctionnel ;
- la Pharmacie vétérinaire privée de Kibimba qui est en bon état et disponibilise régulièrement des produits aux éleveurs.

Il faut signaler qu'il n'existe pas de boucherie, ni laiterie, ni fromagerie dans la commune Rusaka.

La commercialisation des animaux se fait sur pieds et abattus vendus en viande.

Il n'existe pas de marché de bovins et de porcs à Rusaka. Les petits ruminants vendus sur pieds au cours de cette année sont estimés par espèces : 1728 ovins, 3072 caprins. Pas de bovins ni de porcs vendus sur pieds.

Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande par espèce est de : 88 bovins, 32 ovins, 498 caprins et 222 porcs. La viande de caprins et de porcs est plus consommée dans la commune.

Le système d'élevage intensif est pratiqué à Rusaka dans des fermettes où 43 bovins, 153 caprins et 926 porcins sont en stabulation permanente.

4.3. INTERVENANTS

- D.P.A.E. Mwaro pour l'encadrement technique ;
- PRASAB pour l'appui financier ;
- FAO pour les opérations agricoles d'urgence dans le cadre de la chaîne de Solidarité Communautaire (par la diffusion des bovins et caprins) sur les collines de Kibimba, Mahonda et Martyazo).

4.4. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

4.4.1. Contraintes

- manque de pâturages ;
- manque du personnel d'encadrement et des moyens logistiques ;
- manque d'infrastructures d'appui ;
- absence d'insémination artificielle.

4.4.2. Potentialités

- climat favorable à l'élevage ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE

La pêche et la pisciculture ne sont pas pratiquées dans la commune Rusaka.

5.1. CONTRAINTES

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- manque de financement.

CHAPITRE VI : FORÊTS

6.1. LES BOISEMENTS NATURELS

Il existe un boisement naturel dans la commune Rusaka. Il s'agit du boisement naturel de Nyamugari (Mpotsa) dans la zone Rusaka. Sa superficie est 100 ha. Les types d'essences prédominantes dans le boisement, sont Amaranthins arborensis, Albizin gumifera, Gardia africana.

6.2. BOISEMENTS ARTIFICIELS

La situation des boisements artificiels dans la commune est présentée dans le tableau 6.1.

Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat, aux privés (individus) et à la collectivité. Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi), le Callitris, le Pinus et le Cypès.

La superficie boisée est de 2.509,04 ha dont 1.952 ha, soit 78% appartenant aux privés, 455.04 ha à l'Etat soit 18% et 100 ha de la réserve de Mpotsa soit 4% de la superficie totale boisée de la commune.

Tableau 6.1 : Inventaire des boisements artificiels

Zones	Boisements artificiels en Ha				
	Etat	Privés	Réserve naturelle de Mpotsa	Collectivités	Total
Makamba	234,15	1.117	-	2	1.353,15
Rusaka	220.89	835	100	0	1.155,89
Total Commune	455.04	1.952	100	2	2.509,04

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

6.3. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui les produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage le situation des paysans. Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la commune.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.4. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Au cours de la campagne sylvicole 2004-2005, 850.000 plants forestiers et agro forestiers ont été produit et distribués gratuitement aux populations avec l'appui du PAM et du PREBU. En plus de cela, les OCB (Organisations Communautaires à la Base) ont produit environ 600.000 plants forestiers et agro forestiers avec l'appui financier du PRASAB.

Il a été produit 810.000 jeunes plants forestiers vendus aux privés dans la commune.

6.5. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches, madriers et perches), le charbon, et le bois de chauffe. Les données statistiques sur les quantités de ces produits sont très mal appréhendées du fait du caractère informel des activités de transformations.

6.6. INTERVENANTS

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
CAREPD	Zone Makamba et Rusaka	PREBU + PAM	Production de 850.000 plants forestier et agroforestier	Populations de ces zones
OCB	Zone Makamba	PRASAB	Production de 500.000 plants forestier	Population constituant ces OCB

Source : Service Provincial de l'Environnement à Mwaro.

OCB = Organisation Communautaires à la Base

CAREPD = Collectif d'Associations pour la Restauration de l'Environnement et la promotion du Développement.

6.7. CONTRAINTES

Les contraintes dans le secteur de divers ordres :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des intrants sylvicoles pour les pépiniéristes.
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu d brousse.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Rusaka à l'instar de la province ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les production.

7.2. ARTISANAT

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

7.2.1.1. Artisanat de production

On compte 676 unités d'artisanat de production dans la commune. Le tableau 7.1 présente les métiers de l'artisanat de production dans la commune. Les métiers de menuiserie, briqueterie, tuilerie, poterie vannerie, tissage et de forge sont pratiqués par des individus qui possèdent leurs ateliers privés. On y rencontre des boulangeries artisanales qui fabriquent du pain dans la commune.

Les artisans commercialisent leurs produits sur les marchés de la province, notamment au marché de Mwaro, chef-lieu de la province.

Tableau 7.1: Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	76	76
Briqueterie	16	16
Tuilerie	34	34
Poterie	240	240
Vannerie et Tissage	304	304
Forge	6	6
Total Commune	676	676

Source : Coordination Provinciale des métiers / Mwaro/Mars 2006

7.2.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est aussi pratiqué par des personnes en privé. Les artisans possèdent leurs ateliers. Les principaux métiers de ce type d'artisanat sont la couture et la cordonnerie. (Cfr. Tableau 7.2).

Tableau 7.2: Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	38	38
Cordonnerie	67	67
Coiffure	2	2
Total Commune	107	107

Source : Coordination Provinciale des métiers / Mwaro/Mars 2006.

7.2.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée ; seule la peinture est pratiquée par des personnes privées. On estime qu'il y a 30 peintres dans la commune

7.3. INTERVENANTS

- les artisans et autres promoteurs privés ;
- l'Etat du Burundi à travers les ministères qui ont à leur service les actions liées à l'artisanat et projets artisanaux ;
- les confessions religieuses et collectivités locales.

7.4. CONTRAINTES

Le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatifs et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- difficultés d'écoulement des produits artisanaux ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

La commune Rusaka à dominante agricole traditionnelle, couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux.

L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi urbains.

8.1. ENERGIE ELECTRIQUE

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune Rusaka. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements.

Seul le centre Rusaka, le chef lieu de la commune est électrifié par la REDESO et DGHER. Les lignes de branchements sont de 15 km Moyenne tension (MT), et de 2 km de Basse tension (BT) à partir deux (2) transformateurs. Rusaka centre compte 35 branchements avec une consommation moyenne de 300 KWh/mois. Les lignes de distribution sont disponibles, mais la demande est très faible en raison de la pauvreté dans laquelle vivent les populations de la commune.

8.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la commune. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

8.3. LES INTERVENANTS

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
REGIDESO DGHER	Rusaka	Etat et autres partenaires	Gestion, branchement, entretien des infrastructures du réseau	Les abonnés ; Population

8.4. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

8.4.1. Contraintes

Les principales contraintes du secteur sont :

- insuffisance des ressources financières de la DGHER et la REGIDESO ;
- paupérisation des populations de la commune

8.4.2. Potentialités

Le réseau hydrologique de la commune constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

9.1. COMMERCE

Dans la commune Rusaka, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux et les produits Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

Par ailleurs, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

9.1.1. Marchés ruraux

La commune compte 1 marché rural non aménagé qui s'anime en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes.

Les recettes communales annuelles sont :

2004 : 3090000 Fbu;

2005 : 3489000 Fbu.

9.1.3. Commercialisation des produits agro-industriels

Le produit agro-industriel commercialisé est le thé.

9.1.3.1. Commercialisation des feuilles vertes de thé

Les feuilles vertes de thé sont vendues à crédit aux usines de Tora et d'Ijenda selon la zone d'action.

Les théiculteurs acheminent les feuilles vertes cueillies les jours convenus, vers les lieux de collecte (hangars) où les attendent les agents des usines. Après pesée et enregistrement du poids sur des fiches individuelles, les feuilles sont transportées vers les usines de transformation.

Après deux mois, les théiculteurs sont payés à concurrence du poids cumulé enregistré sur les fiches individuelles. Les usines se remboursent les avances en intrants (fumure d'urée et autres ...) qu'elles ont distribué aux théiculteurs.

9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

9.2.1. Réseau routier

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte une route communale et deux routes nationales (RN 18) en terre latéritique et tronçon bitumé sur ... km, rurales d'une longueur de en terre latéritique ; leur praticabilité est très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche.

Ces pistes relient la commune à d'autres communes de la province.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

9.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises.

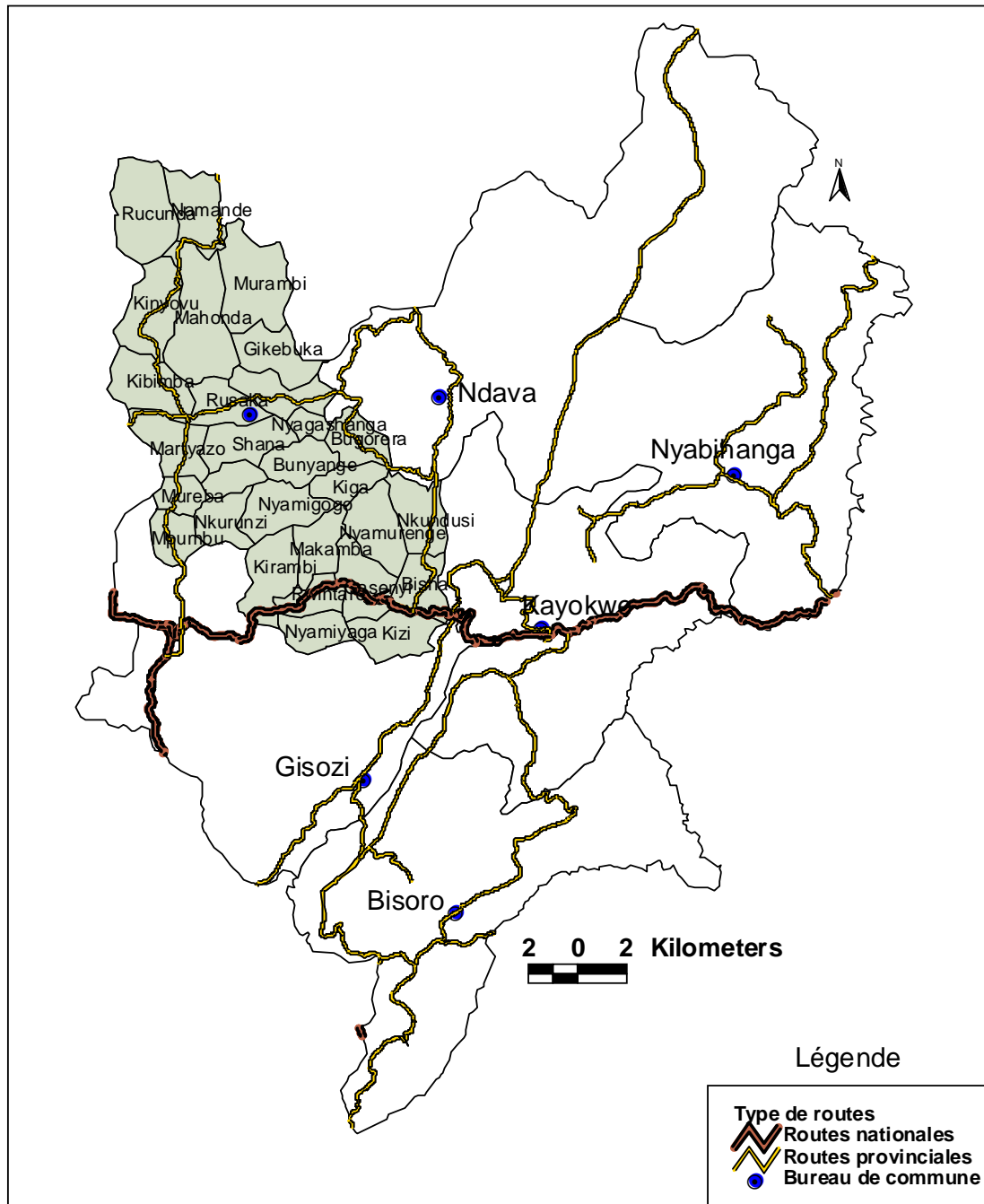
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide des récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier dans la commune



9.3. LES SERVICES

9.3.1. Les institutions financière

Il existe une antenne de l'organisation de micro finances : la COOPEC à Rusaka. Cette antenne de la COOPEC appuie l'épargne et octroie de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

9.3.2. Postes et Télécommunications

Dans la commune de Rusaka, il n'existe pas bureau postal. On compte 5 lignes téléphoniques en services à partir de la centrale de Gisozi. La commune n'est pas couverte par les réseaux de la téléphonie mobile.

9.3.3. Tourisme

Dans la commune, il existe 2 sites : la forêt naturelle et la Tombe des Reines Mères de Mpotsa. Les infrastructures hôtelières ou hébergement sont l'hébergement RUVUMERA d'une capacité de 8 chambres et hébergement NZISABIRA d'une capacité de 4 chambres à Rusaka centre.

9.4. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales ;
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

10.1. ACTION SOCIALE

10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

Cependant, on dénombre 409 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 34 enfants orphelins de guerre, 331 enfants orphelins du SIDA et 44 enfants orphelins naturels. 81% sont des orphelins de SIDA.

La zone Rusaka compte plus enfants orphelins avec 247, soit 60%.

Le nombre d'enfants chefs de ménage est estimé à 19, celui d'enfants indigents 408 dans la commune.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nombre d'enfants Sinistrés de guerres	Nombre d'enfants de la rue	Nombre d'enfants dans la rue	Nombre d'enfants orphelins de père et de mère				Nombre d'enfants Chefs de ménage	Nombre d'enfants indigents
				de guerre	du sida	Naturel	Total		
Makamba	24	2	16	24	117	21	162	16	218
Rusaka	0	1	6	10	214	23	247	3	190
Total Commune	24	3	22	34	331	44	409	19	408

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 4 cas de violence sexuelle dans la zone Makamba répartis respectivement comme suit :

- 1 femme;
- 3 fillettes dont 1 prise en charge.

10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents.

Zone	Nombre de veufs appuyés			Nombre de veufs à appuyer			Nombre de mères célibataires	Nombre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Makamba	0	0	0	65	176	241	76	10	121	131
Rusaka	0	0	0	75	122	288	70	5	122	127
Total Commune	0	0	0	140	298	529	146	15	243	258

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

Veufs

On dénombre 529 veufs dans la commune dont 298 femmes (56,33%). Tous les veufs et les veuves de la commune ne bénéficient d'aucun appui.

Mères célibataires

Les mères célibataires sont estimées à 146.

Indigents

Les indigents sont évalués à 258 dont 243 femmes, soit 94,20%.

10.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psycho-sociale et l'enseignement spécialisé.

La commune compte 1082 handicapés physiques dont 396 femmes soit 37% et 686 hommes (63%).

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

10.2. HABITAT

10.2.1 : Caractéristiques de l'habitat

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées par une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de paille.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux 10.3 et 10.4 indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune. En effet, 480 maisons ont été détruites. 462 maisons ont été reconstruites en 2004, soit 96%. (cfr. tableau 10.5).

Tableau 10.3 : Situation de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Rusaka	16	39	102	158	1.652	6.105	63	52	61	1.565	2.155	7.264	95	24	-	1.317	6.632	112
Total Province	18	122	254	465	36748	18530	98	104	201	8.570	23.885	23.279	95	256	1	4.331	46.087	3.367
Total	394			55.743			403			55.734			352			55.785		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.4 : Commodité de l'habitat en milieu rural

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Rusaka	20	69	-	-	81	-	7.172	1	7	4	183	330	1	7.572
Total province	29	100	69	100	120	8	24.041	4.707	42	11	342	1.047	27	36.284

Source : Administration communale/Rusaka/Mars 2006

Tableau 10.5 : Besoins en reconstruction de l'habitat rural

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Rusaka	480	462	12	-
Total province	3108	1978	1216	1117

Source : Administrations communales/provinciale/Mwaro/Mars 2006

10.2.1. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 1 four tunnel;
- 7 briqueteries ;
- 7 sites d'extraction de sable ;
- 2 sites d'extraction du gravier ;
- 3 sites d'extraction de moëllon ;
- 1 site carrière.

Tableau 10.6 : Disponibilité des matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moëllon	Carrière
Makamba	Nyamicoco		1				
	Kirambi			1			
	Gasenyi		1			1	
	Bisha		1				
	Nyabiyanga			1			
	Rwintare		1				
Rusaka	Kinyovu	1	1				
	Rusaka		1				
	Gikebuka		1	1	1		1
	Matyazo			1	1		1
	Kibimba			1			
	Shana					1	
Nyaru	Nyarubazi			1			
Rucuna	Rucunda			1		1	
Total commune		1	7	7	2	3	1

Source : Administrations communale/Rusaka /Mars 2006

10.3. INTERVENANTS

Tableau 10.7 : Intervenants dans l'Action sociale dans la Commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
C.D.F.	Toute la commune	FAO	Semence Pomme de terre	Abatwa
Université Mwaro	Toute la commune	CPLS	Scolarisation	OEV
RBP+	Toute la commune	CPLS	Boutique	PVVS
Front de croix	Toute la commune	PAM	Nourriture	PVVS
THDV	Toute la commune	CPLS	Semence pomme de terre	Jeunes

Source :

10.4. CONTRAINTES

- Le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- Caractère artisanal de briqueteries ;
- Matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- Absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 39011 habitants, il n'y a que 15 infirmiers, soit 2601 personnes pour 1 infirmier.

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que l'éloignement des collines par rapport aux Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état hyperendémique et constitue la cause principale de décès dans la province en 2005. Les infections respiratoires aiguës ont constitué la première cause de morbi-mortalité dans cette commune en 2005.

En effet, ces infections respiratoires touchent surtout les enfants de moins de cinq ans.

11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers les matériels de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole ;
- la poliomyélite ;
- HI type B ;
- HVB .

Durant cette année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

Depuis 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'*Haemophilus influenzae* de type B.

Les effectifs des personnes vaccinées dans la commune contre de différentes maladies se présentent comme suit :

VAT2-VAT5 : 1346 ;
BCG : 1135 ;
Polio3 : 3235 ;
DTC +HiB +HEP : 3840 ;
Rougeole : 1231.

11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

La commune dispose d'un centre de dépistage.

L'état du dépistage dans la commune par âge en 2005, est le suivant :

- de 0-14 ans : 3 séropositifs (femmes) ;
- de 15-29 ans : 29 séropositifs dont 7 femmes ;
- de 30 ans et plus : 37 séropositifs dont 23 femmes, soit 62,16 %.

En 2005, sur 794 personnes dépistées, on compte 69 personnes séropositives dont 33 femmes, soit 48 % dans la commune.

11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans 2 les zones de la commune comme l'indique le tableau 11.1.

La commune compte 60 tradithérapeutes connus officiellement et 58 accoucheuses traditionnelles dont 29 formées ayant reçu des kits et 29 formées sans kits.

La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrits par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les 2 formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 11.1: Inventaire des thérapeutes et accoucheuses traditionnelles

Zone	Tradithérapeutes		Accoucheuses traditionnelles			
	Tradi. Connus officiellement	Trad. Ayant des liens avec méd. moderne	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	Effectif total
Makamba	42	0	13	13	0	26
Rusaka	18	0	16	16	0	32
Total Commune	60	0	29	29	0	58

Source : DPS/CPLS/Mwaro/Mars 2006

11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

11.5.1. Etablissements sanitaires

La commune Rusaka compte 5 Centres de santé. La répartition spatiale de ces établissements est la suivante :

- zone Makamba : 1 centre de Santé à Mutumba, et 1 Centre de santé à Rwintare ;
- zone Rusaka: 1 Centre de Santé à Rusaka, 1 Centre de santé à Yanza et 1 Centre de santé à Murambi.

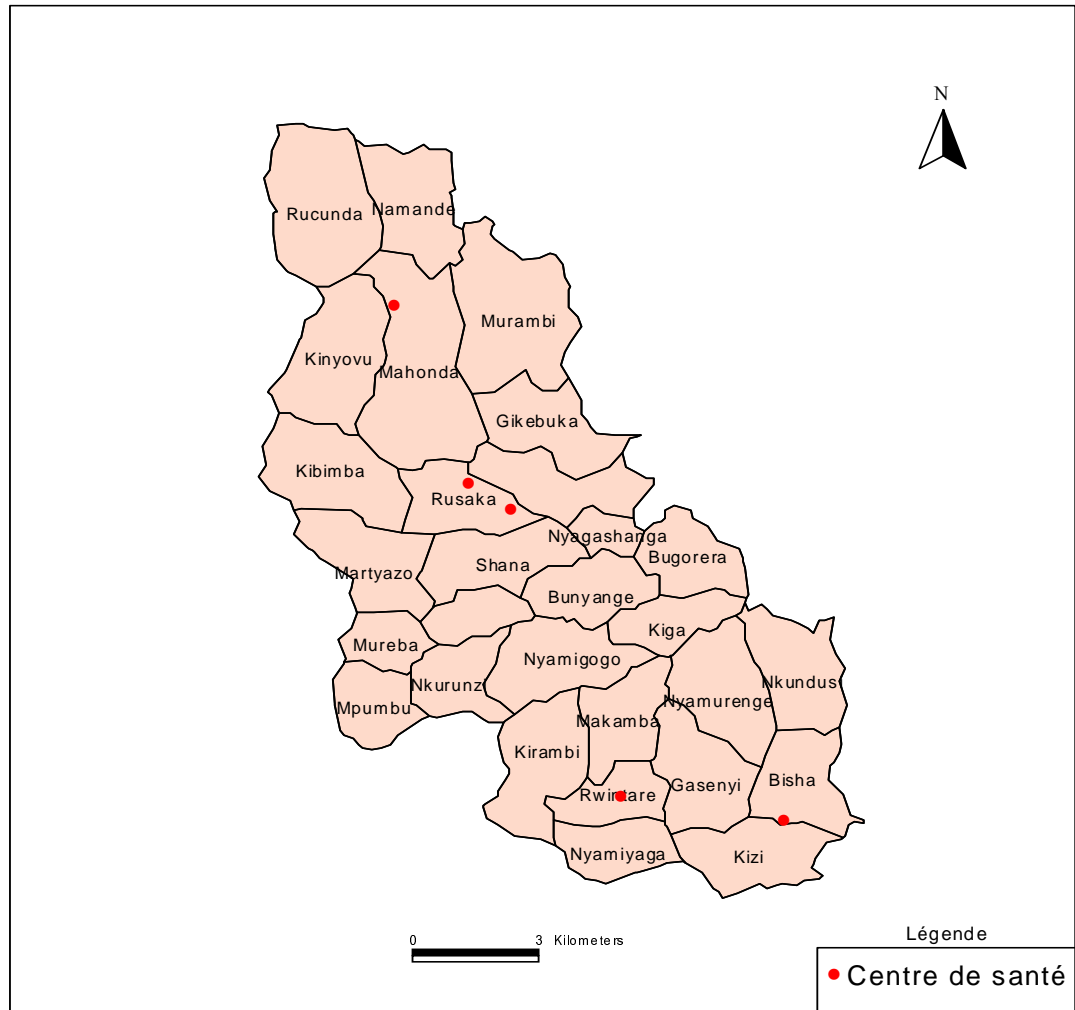
Outre les collines de la commune, ces Centres de Santé de la commune desservent également des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Cette répartition fait apparaître une couverture sanitaire très faible de la commune. Les infrastructures sanitaires existant sont très insuffisantes. Les Centres de Santé de Mutumba, Rwintare et Rusaka sont en bon état avec des bâtiments au complet. Le Centre de Santé de Murambi nécessite une extension, tandis que le Centre de Santé de Yanza a besoin d'une reconstruction et d'une extension.

Tous les Centres de Santé sont approvisionnés en eau potable, mais seul celui de Rusaka est électrifié.

Il n'y pas de pharmacies dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune, qui doit parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner. L'approvisionnement est plus difficile par manque de la plupart des produits de base. En cas de complication, le malade est évacué à l'hôpital de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpital de première référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie.

Carte n° 3 : Infrastructures sanitaires



11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 11.4 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les Centres de santé de la commune disposent au total de 52 lits et ils ont enregistré 28.716 consultations, soit 2393 consultations par mois, 144 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 74%.

Les Centres de Santé de la Zone Makamba dispose de 30 lits. Ils ont enregistré 12.084 consultations et 24 malades hospitalisés au cours de 2005.

Les Centres de santé de la zone Rusaka ont 22 lits pour l'hospitalisation. 16.632 consultations et 120 malades hospitalisés en 2005.

Tableau 11.2 : Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Localité	Collines desservies	Centre de santé		
			Cons.	N.L.	N.H.
Makamba	Mutumba		498	20	0
	Rwantare		509	10	2
Rusaka	Murambi		117	0	0
	Rusaka		912	18	10
	Yanza		357	4	0
Total Commune	5		2393	52	12

Source : DPS/Mwaro/ 2006

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

11.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 15 Infirmiers dont 10 femmes; (6 infirmiers A2, 9 infirmiers A3) ;
- 2 Technicien de promotion de santé du niveau A2 ;

Au total 15 agents soignants pour une population de 39019 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones.

Le personnel d'appui est composé de 50 personnes dont 14 (5 hommes et 9 femmes) formé sur le tas (aides infirmiers t microscopistes).

11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

Les sources aménagées constituent l'essentiel des infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune. La production d'eau se fait par gravitation. Le réseau d'adduction existe seulement dans les chefs-lieux de la commune et des zones et dans quelques collines. Mais durant la période de la crise politique qu'a connu le pays, beaucoup d'infrastructures d'approvisionnement en eau, ont été détruites dans la commune ; d'autres sont tombées en ruine et ne sont plus fonctionnelles faute d'entretien et de maintenance.

11.7.1. Situation d'approvisionnement en eau potable

La situation d'alimentation en eau potable dans la commune est présentée dans les tableaux 11.3 et 11.4.

La commune compte 372 points d'eau utilisés par 7338 ménages. La zone Rusaka est la plus couverte avec 251 points d'eau, soit 73%. La zone Makamba compte 121 points d'eau. Dans la commune, 907 ménages utilisent l'eau impropre des cours d'eau (rivières et/ou marigots).

Un grand nombre de sources aménagées ne sont pas fonctionnelles. En effet, sur 282 sources aménagées, 207 ne sont pas fonctionnels.

Le réseau d'adduction d'un linéaire total de 53km, dessert 18 collines sur les 29 de la commune. Ce réseau compte 60 bornes fontaines dont 22 ne sont pas fonctionnelles. Le nombre de réservoirs est 49. (cfr. Tableau 11.4)

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Les deux zones ont des normes respectives de entre 0,068 et 0,218 points d'eau/500 m. La moyenne communale est 0,286 points d'eau/500m.

Il faudrait multiplier réhabiliter tous les points d'eau en panne et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 11.3 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup. . Km ²	Nombre de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
												Fonction nels	Non fonction nels	Total	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nombre de points d'eau fonctionnels / 500 m
Makamba		3821	9	79	17	16	8	9	0	0	0	34	87	121	35	37	0,068
Rusaka		4424	66	128	61	22	14	21	0	0	0	109	142	251	31	34	0,218
Total commune	157,90	8245	75	207	78	38	22	30	0	0	3	143	229	372	15	22	0,286
Total Province	839,60	55177	472	728	434	159	114	201	0	0	14	832	842	1674	30	31	1,664

Source : RCE /Mwaro/Mars2006

Tableau 11.4 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de réseaux		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Makamba	15	10	7	8	4	10
Rusaka	23	12	42	10	7	43
Total Commune	38	22	49	18	11	53

Source : RCE/Mwaro/Mars 2006

11.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau

La gestion des infrastructures d'eau en milieu rural est assurée par la Direction Générale de l'Hydraulique Rurale (DGHR) à travers les Régies communales de l'Eau (RCE). L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

11.8. LES INTERVENANT

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Bisoro. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.
-

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation), du personnel soignant.

11.8. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'émergence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies, il existe 51 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, la desserte en eau potable serait 100% dans la commune.

CHAPITRE XII. EDUCATION

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Enseignement primaire

La commune compte 12 écoles primaires publiques dont 11 à cycle complet réparties dans 12 collines sur les 29 de la commune. Avec 96 salles de classes.

La zone Makamba dispose de 5 écoles primaires publiques dans 5 collines de recensement sur 12. Les 7 collines restantes ne disposant pas d'écoles primaires.

Dans la zone Rusaka, il y a 7 écoles primaires publiques dans 7 collines de recensement sur 17. Il reste 10 collines de la zone qui n'ont pas d'écoles primaires.

La couverture spatiale de l'enseignement primaire peut être estimée à 41% dans la commune.

Au cours de cette année scolaire 2005-2006, l'enseignement primaire compte 9668 élèves dont 4958 filles (51%) et 4710 garçons (49%). (cfr. Tableau 12.1)

La commune compte 223 Enseignants dont 139 femmes, soit 62,33%.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 2539. Cet effectif a considérablement augmenté à cause de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de l'Enseignement primaire. L'effet immédiat est la surcharge des salles de classes avec en moyenne 101 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de la scolarisation des enfants. Ce qui a conduit à la pratique de la double vacation des maîtres et de locaux en vue répondre à la scolarisation gratuite. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Tableau 12.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

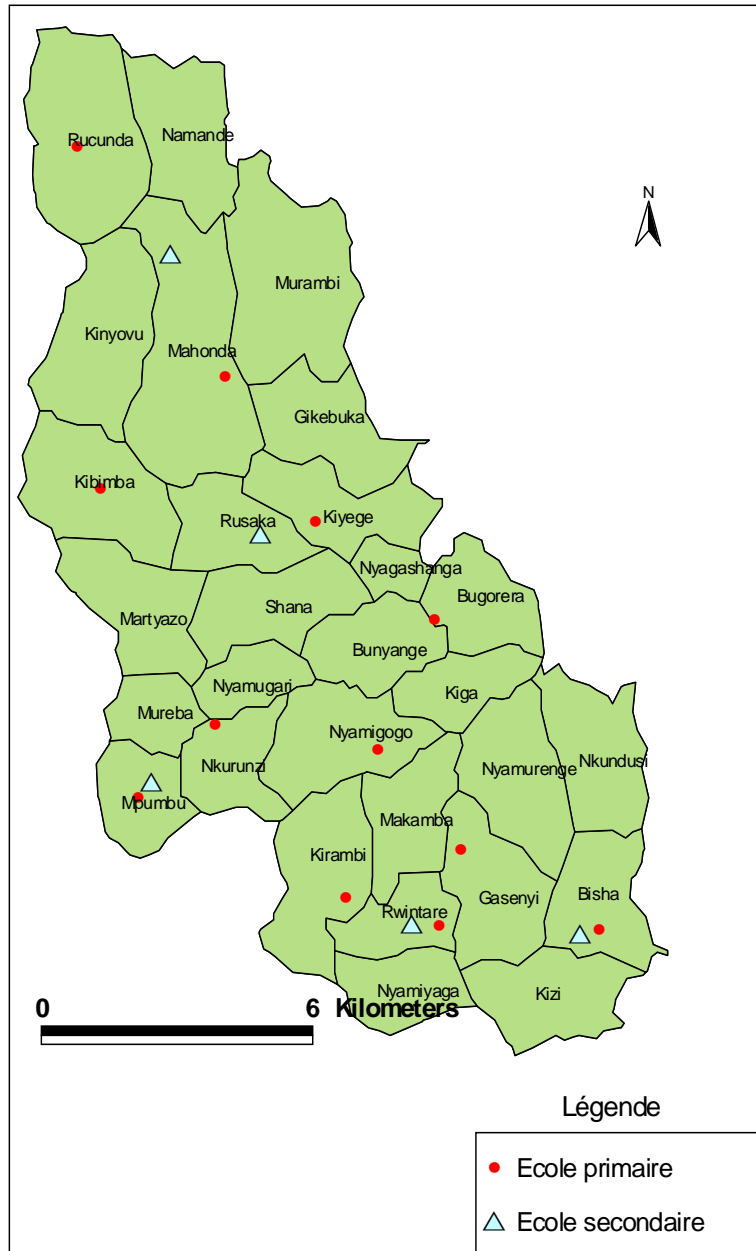
Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Makamba	5	5	30	1123	1996	1996	3992	824	104	133	39
Rusaka	7	6	66	1521	2704	2962	5666	1715	119	86	48
Total Commune	12	11	96	2644	4710	4958	9668	2039	223	101	43

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Carte n° 4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



12.1.2. Enseignement secondaire général

La commune compte 5 Collèges Communaux d'Enseignement Général Public, répartis dans chacune de ses zones :

- Dans la zone Makamba : Collège Communal de Butora et collège Communal de Mwaro II ;
- Dans la zone Rusaka : Collège Communal de Rusaka, Collège Communal de Nyanza et Collège Communal de Mpumbu.

Ces collèges desservent toutes les collines de la commune. Les établissements du secondaire sont très insuffisants dans la commune. Cette situation est l'un des facteurs de l'abandon des études par certains enfants ; car ces établissements se trouvent très loin de leurs collines respectives. On dénombre 26 salles de classes avec 1457 élèves dont 800 Filles (55%) et 55 Enseignants dont 10 femmes, soit 18% ; comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

L'effectif moyen est de 56 élèves par classe, avec un ratio élèves/enseignant de 26 (cfr tableau 12. 2) au cours de l'année scolaire 2005-2006.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Makamba	2	1	8	252	254	506	23	63	22
Rusaka	3	2	18	405	546	951	32	52	30
Total Commune	5	3	26	657	800	1457	55	56	26

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

Tableau 12.3: Situation du personnel enseignant dans la province par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Makamba	43	61	104	17	6	23
Rusaka	41	78	119	28	4	32
Total Commune	84	139	223	45	10	55

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

Il n'existe d'établissement ni d'enseignement secondaire technique ni d'enseignement supérieur dans la commune.

15.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

12.2.1. Les écoles Yaga Mukama

Il existe 3 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 6 salles de cours, 632 élèves dont 409 Filles (65%) et 9 Enseignants dont 8 femmes au cours de cette année scolaire 2005-2006.

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

12.2.2. Les centres d'alphabétisation

Il y a 11 centres d'alphabétisation dans la commune dont 5 dans la zone Makamba et 6 dans la zone Rusaka. On dénombre 157 apprenants dont 9 femmes, soit 60,50%, 21 Enseignants dont 5 femmes.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- l'absentéisme des auditeurs le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

12.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n'existe qu'une (1) seule Ecole de Métier dans la commune, à Makamba, chef-lieu de la zone Makamba ; avec 3 salles de classes, 29 élèves dont 19 filles (65,5%) et 12 Enseignants dont 7 femmes. Les métiers enseignés sont la couture et la menuiserie.

12.3 INTERVENANTS

Outre l'Etat, d'autres partenaires apportent divers appui au secteur dans la commune. Il s'agit de :

- Banque Mondiale à travers l'ONG Twitezimbere dans la construction des bâtiments scolaires et le renforcement des capacités de Enseignants ;
- Union Européenne à travers le PREBU dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers ;
- UNICEF dans la production des manuels, appui en fournitures aux élèves et réhabilitation des bâtiments scolaires.
- AFVP dans la construction des bâtiments scolaires et la fourniture des équipements mobiliers.
- ARD.

12.4. CONTRAINTES

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune compte en grande partie des jeunes. Dans la commune, les structures d'encadrement de la jeunesse sont les Centres Jeunes (service public) de Makamba et de Rusaka et l'association « Amis Volontaires Kibimba II » de Rusaka. Les deux Centres jeunes encadrent respectivement 108 jeunes et 89 jeunes. L'association « Amis Volontaires » encadre 45 jeunes dont filles. Le domaine d'intervention de ces structures, est la lutte contre le SIDA.

13.2. SPORT

En matière de sport, on pratique le football, le basket-ball, le Volley-ball et l'athlétisme. Il existe des terrains pour la pratique de ces types de sports précités dans certaines écoles, collèges.

En matière de culture, il existe plusieurs associations de danse traditionnelle dans les deux zones de la commune.

13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc...

La commune détient ses mœurs et sa propre danse folklorique :

- « Amayaya » ;
- « Intore » danse guerrière ;
- « Akazehe » poésie coutumière ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante ;
- Culte de « Kiranga ».

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Rusaka centre.

13.4. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

Les autres contraintes sont liées à :

- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe deux (2) Tribunaux de Résidence dans la commune Rusaka : le Tribunal de Résidence de Rusaka et le Tribunal de Résidence de Makamba.

Les infrastructures de ces Tribunaux sont des locaux empruntés qui sont actuellement en très mauvais état. L'équipement d'après les Présidents des Tribunaux, est très insuffisant compte tenu du travail à faire.

Au Tribunal de Résidence de Rusaka, le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 92 dont 24 dossiers restant l'année précédente et 68 dossiers enregistrés.

Le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 56, soit 74% des dossiers. Des dossiers clôturés, 50 dossiers ont été clôturés, soit 71%. Ce Tribunal est performant.

A Makamba, la Tribunal de Résidence a eu 138 dossiers à traiter dont 68 dossiers restant de l'année précédente et 70 dossiers enregistrés en 2005. Le nombre de dossiers jugés et clôturés est de 76, soit 55% des dossiers. Des dossiers clôturés, 22 dossiers ont été exécutés, soit 29%. Ce Tribunal n'est pas performant.

14.2. JUSTICE GRACIEUSE

La justice gracieuse est rendue par 1015 notables et les élus collinaires dont 285 dans la zone Makamba et 730 dans la zone Rusaka.

Elle est rendue d'une façon arbitrale et réconciliatrice. Les litiges qu'elle tranche sont tous confondus par ignorance des lois pénale et civile. La nature des sentences rendues est la réconciliation et l'arbitrage aboutissant à de conseils.

La relation de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours. Tribunal de Résidence se réfère aux jugements rendus par la justice coutumière dans les parables de dons, de succession et « Igiseke ». Le Tribunal exige des procès-verbaux de jugement en matière de divorce, uniquement dans les affaires civiles familiales.

14.3. CONTRAINTES

Les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- manque de locaux propres ;
- personnel non qualifié ;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
Agriculture	<p>Gamme variée de spéculations agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Main d'œuvre abondante et laborieuse - Faible densité de la population offrant des espaces de culture <ul style="list-style-type: none"> - Demande toujours croissante en produits agricoles - Retour de la paix avec possibilité de retour des financements 	<p>a) Cultures vivrières</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres - Manque de semences de qualité - Manque d'intrant agricoles <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structures (organisation inadaptée, démotivation du personnel, financières <p>b) Culture industrielle</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maladies - Conjoncture internationale des prix défavorable 	<p>Varier les spéculations les orientant la recherche vers des cultures oléagineuses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un centre semencier - Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail <ul style="list-style-type: none"> - Recruter des moniteurs/assistants agricoles pour toutes les collines de la commune - Former/recycler l'agronome communal - Promouvoir l'octroi facile des crédits agricoles - Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à l'élevage - Existence de 2 pharmacies vétérinaires privées - Existence des couloirs d'aspersion privés en bon état et fonctionnels - Aire d'abattage privée à Nyabihanga centre en bon état 	<p>Manque de pâturages</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'encadrement - Centre de santé vétérinaire public en mauvais état et non fonctionnel - Infrastructures d'appui en mauvais état et non fonctionnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Réhabiliter le centre de santé vétérinaire - Réhabiliter les infrastructures d'appui - Introduire les infrastructures d'élevage - Promouvoir les cultures fourragères - Vulgariser et multiplier les pharmacies vétérinaires

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
Pêche et pisciculture	Présence d'espaces propices à la pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> - manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ; - méconnaissances des techniques piscicoles ; - une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ; - manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ; - facteurs de production insuffisants ; - manque de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> . - Implanter dans la province, un service technique chargé de la pisciculture ; - Promouvoir les initiatives individuelles en matière de pisciculture ; - former les paysans en les techniques piscicoles ; - produire les alevins appropriés pour l'empoissonnement ; - promouvoir le micro crédit pour les pisciculteurs.
Forêt	Climat favorable au développement forestier	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts (défaillance de la coordination intersectorielle) - Manque de personnel, des moyens matériels et financiers - La non structuration de la filière bois - La non disponibilité des essences dans les pépinières- Absence de suivi régulier- Déboisement illicite- La pratique de feux de brousse 	<p>Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités du personnel - Former des pépiniéristes communautaires - Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes - Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et de feux de brousse - Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
Habitat	- disponibilité des matériaux de construction	- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ; - caractère artisanal de briqueteries ; - matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ; - absence de partenaire de la reconstruction.	Appuyer la reconstruction des maisons
Commerce et services	Gamme variée de production agricole, animale et artisanale	- marchés ruraux existants non construits ; - mauvais état des pistes rurales ; - insuffisance de pistes rurales ; - manque des services de postes et télécommunications	- Réhabiliter les pistes rurales - Aménager le marché - Installer les services de poste et télécommunications

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions/Actions à mener
Energie		Paupérisation la population	- Etendre le réseau électrique
Coopératives et Associations d'auto développement	Existence de Coopératives	- Mauvaise gestion et détournement de fonds par les organes de gestion et d'encadrement	- Réhabiliter les coopératives non fonctionnelles ; - Redynamiser les coopératives et association matérialisées par l'organisation ; - Assurer une large sensibilisation à l'épargne et au crédit
Industrie Artisanat	Gamme variée de la production agricole et artisanale	- Absence d'investissements - Manque d'encadrement et la promotion artisanale ; - Insuffisance de formation, ou de perfectionnement des artisans ; - manque de marché pour écouler les produits artisanaux ; - l'accès difficile de artisans au crédit et au marché public.	Installer des agro-industries Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ; Promouvoir l'octroi des micro-crédits à travers la dynamisation des activités artisanales.

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions /Actions à mener
Jeunesse, Sport et culture			
Jeunesse	Existence des centres jeunes et Associations	- La faiblesse au niveau de l'organisation des jeunes ; - Manque ou insuffisance de concertation et de collaboration entre les associations	- Renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus par les activités sportives ; - Former les jeunes à l'entrepreneuriat ;
Sport	Existence des terrains pour la pratique de football, volley-ball et basket-ball	- Manque des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;	Promouvoir les activités culturelles à travers des clubs de jeunes.
Culture	Existence de plusieurs associations de danse traditionnelle	Manque d'encadrement lié la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'intensité des besoins et manque d'organisation diversifiée à l'endroit des jeunes.	
			-

Secteur	Atouts	Contraintes	Solutions /Actions à mener
Justice		<ul style="list-style-type: none"> - Manque ou locaux propres ; - Manque de personnel qualifié - Conditions de travail sont précaires - Manque de moyens de transport, de communication - délabrement et vétusté des locaux - Insuffisance de matériel d'usage, équipement. 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Allouer un budget conséquent au secteur de la justice 2) Réhabiliter et construire les bâtiments judiciaires et pénitentiaires; 3) Reformuler le cadre légal et clarifier des procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ; 4) Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ; 5) Traduire les textes de loi en kirundi et veiller à leur diffusion.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Nyabihanga est limitée au Nord par la commune Muramvya (Province Muramvya), au Sud par la commune Gisozi, à l'Est par les communes Ndava et Kayokwe et à l'Ouest par la province Bujumbura Rural.

Elle s'étend sur une superficie 157,90 km² ce qui représente 19% de la superficie de la province Mwaro et 0,57% de celle du pays. Son chef-lieu de la commune est Rusaka, chef-lieu de la zone Rusaka.

Sa population est estimée à 39011 habitants en 2005, soit 15,75% de la population la province Mwaro et 0,51% de celle du pays.

Sa densité de 247 habitants /km² se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Rusaka s'étend dans toute sa totalité sur la région naturelle du Mugamba. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » Il est rude. La pluviométrie varie de 1300-2000mm, les températures moyennes annuelles varient entre 14 et 20°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 2 zones, à savoir : Makamba et Rusaka. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 29 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit des certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;

4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des condition de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification des la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEEBU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEEBU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAE/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO

Mwaro, le 17 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndava
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan

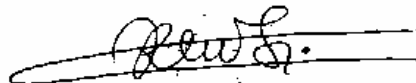
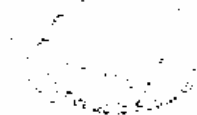

HABONAYO Ernest

VNU Spécialiste représentant le SPPL


ESSOTINA Tchagnaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde

**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIJUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANTYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAAE	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAAE	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAAE	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZWA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPE	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	